

# L'INDEPENDANT

## DES BASSES-PYRÉNÉES

### JOURNAL RÉPUBLICAIN PARAISSANT TOUS LES JOURS EXCEPTÉ LE DIMANCHE

TÉLÉPHONE 633

#### ABONNEMENTS :

Paris, Département et Hauts-Pyrénées	1 An	12 fr.
Autres départements	1 An	14 fr.
Étranger	1 An	18 fr.
Maires et instituteurs des Basses-Pyrénées	1 An	6 fr.

ÉDITIONS & ADMINISTRATION : 11, Rue des Cordeliers, 240.

Rédacteur en chef : OCTAVE AUBERT

En France, les abonnements se font à l'avance par mandat postal.

Tout ce qui concerne les Abonnements et les Annonces doit être adressé à M. OCTAVE AUBERT, Administrateur-Général, 11, Rue des Cordeliers, 240, à Paris, sixième Arrondissement.

LES MANUSCRITS NON INSÉRÉS NE SONT PAS RENDUS

#### ANNONCES :

Annonces judiciaires	50 c.
Annonces ordinaires	50 c.
Réclames	50 c.
Chronique locale ou faits divers	50 c.

Les Annonces de décès se traitent à forfait.

## Nos Télégrammes.

### NOUVELLES OFFICIELLES

Dimanche (Matin).

Dans la région au nord d'Arras, lutte d'artillerie particulièrement violente sur le Plateau de Lorette.

L'ennemi, dans tout ce secteur Aix-Noulette-Ecurie, a cherché par un bombardement continu, à gêner l'organisation des positions que nous avons conquises. Notre artillerie a riposté sur les tranchées et les batteries allemandes.

Dans la région de la Ferme Touvent (sud-est d'Hébuterne), l'ennemi a lancé ce matin une contre-attaque qui a été écartée.

Rien à signaler sur le reste du front, si ce n'est une action d'artillerie assez vive dans le secteur est de Reims et sur le front Perthes-Beausjour.

Dimanche (Soir).

Pendant la nuit la canonnade n'a pas cessé dans la région au nord d'Arras. Nous nous sommes emparés de la station de la voie ferrée à Souchez.

Dans la partie sud du Labyrinthe, lutte opiniâtre à coups de grenades.

Malgré les efforts acharnés de l'ennemi, nous avons maintenu tous nos gains des jours précédents.

Sur le reste du front, nuit calme.

Lundi (Matin).

Dans le secteur au nord d'Arras, violent combat d'artillerie.

Dans l'après-midi, nous avons attaqué la crête située au nord de la Sucrerie de Souchez, très puissamment organisée par l'ennemi. Cette crête a été enlevée d'assaut ; nous nous y sommes organisés et maintenus, malgré un intense bombardement.

Nous avons attaqué ce matin, au sud-est d'Hébuterne, les tranchées allemandes voisines de la route de Serre à Mailly-Maillet. Notre infanterie a enlevé d'un seul élan les trois lignes ennemies, et atteint ses objectifs en faisant plus de cent prisonniers appartenant à quatre régiments différents dont le 170. Les prisonniers ont déclaré qu'au cours des combats des derniers jours nous avons infligé aux troupes allemandes des pertes très fortes. Certaines unités de contre-attaques ont été anéanties dès leur formation.

Dans la journée, l'ennemi a tenté une contre-attaque que nous avons aussitôt arrêtée.

Notre artillerie a provoqué dans Puileux une très forte explosion, suivie d'un incendie et d'une panique que nous avons aggravée par notre tir.

Les Allemands ont tenté de reprendre les tranchées conquises par nous au sud de la ferme de Quennoyères (est de Tracy-le-Mont). Ils ont été complètement repoussés, et on les poursuit, nous avons progressé.

Solsoy a été alors bombardé. (120 obus).

Sur le reste du front, rien à signaler.

Lundi (Soir).

Rien d'important à ajouter au communiqué d'hier soir.

Les troupes belges ont jeté un bataillon sur la rive est de l'Yser au sud du pont de chemin de fer de Dixmude ; elles se sont organisées sur le terrain gagné et ont détruit un blocus ennemi aux abords du château de Dixmude.

Dans le secteur du nord d'Arras, diverses actions d'infanterie ont été engagées à la fin de la journée, une nous a rendus maîtres d'un ouvrage allemand à l'est de Lorette ; l'autre nous a fait perdre sous un violent bombardement, une partie des tranchées conquises par nous dans l'après-midi, au nord de la sucrerie de Souchez.

Sur le reste du front, rien à signaler.

## NOUVELLES DE LA GUERRE

### LA NOTE AMÉRICAINE

L'appel de M. Bryan.

WASHINGTON. — M. Bryan a lancé un appel aux Américains d'origine allemande les invitant à concourir au maintien de la paix en amenant l'Allemagne à ne rien faire qui puisse tendre à la guerre.

WASHINGTON. — Dans l'appel qu'il a lancé aux Américains, M. Bryan déclare que leur devoir est d'appuyer le président Wilson dans ses efforts en vue de la paix et qu'il exprime la conviction qu'ils seront aussi loyaux envers l'Amérique que les Américains de naissance.

Il presse les Américains d'exercer leur influence sur l'Allemagne afin de la convaincre des intentions pacifiques du président.

M. Roosevelt avec M. Wilson.

NEW-YORK. — Dans une communication faite à la Nouvelle-Orléans, M. Roosevelt a été reçu vendredi après-midi au ministère des affaires étrangères. M. de Jagow en a immédiatement télégraphié le contenu au Kaiser sur le front allemand.

La note n'a pas été publiée à Berlin, mais d'après des indiscretions des cercles politiques, il est évident qu'on a l'intention de laisser les choses traîner en longueur aussi longtemps que possible avant d'y répondre. L'opinion allemande est unanimement opposée à l'assurance de mandat par le président Wilson que les navires américains de commerce seront à l'abri, même si la Grande-Bretagne ne

deserre pas son blocus. Les journaux contiennent beaucoup d'injures contre M. Wilson et l'accusent de partialité.

Les cercles officiels allemands montrent du pessimisme au sujet du maintien des relations amicales avec les États-Unis.

La retraite de M. Bryan serait une manœuvre politique.

GENÈVE. — Une correspondance d'Amérique à la « Gazette de Cologne » attribue la retraite de M. Bryan à des raisons d'ordre politique intérieur. Pour sa candidature à la présidence de l'année prochaine, le parti démocrate sur lequel il s'appuie aura besoin de l'appui des Allemands d'Amérique. Afin de ne pas se les aliéner, M. Bryan se désolidarise d'avec le gouvernement et ce qui signifie que l'année prochaine, ce sera M. Bryan qui sera le candidat du parti démocrate et non plus M. Wilson.

### M. POINCARÉ DANS LE SUD-OUEST

PARIS. — Le Président de la République a quitté Paris dimanche soir pour se rendre dans le Sud-Ouest où il doit visiter en détail les principaux établissements de fabrication de munitions.

M. Poincaré sera accompagné de M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'État à la guerre.

### LA GUERRE AUSTRO-ITALIENNE

L'avance des Italiens.

LAUSANNE. — Le communiqué autrichien reconnaît que les Italiens ont pris pied sur la rive orientale de l'Isone à Montefalco et à Caporetto.

Il déclare aussi que les troupes italiennes

nes s'approchent et à petit des positions autrichiennes dans certaines régions, notamment à Cortina d'Ampezzo.

ROME. — L'armée italienne occupe actuellement quatre mille kilomètres carrés de territoire autrichien. Elle a pénétré le long de la frontière alpine sur 250 kilomètres. Enfin, 27 kilomètres de côtes sont en possession des Italiens. Dans le Trentin, neuf forts importants sont déjà tombés en leur pouvoir.

ROME. — Le récent raid de la flotte italienne sur les côtes de Dalmatie a eu d'heureux résultats. Les sémaphores, les stations radiotélégraphiques et toutes les constructions militaires de l'arsenal ont été bombardés et détruits.

La flotte a nettoyé aussi les canaux près de Sebenico et Zara-de-Lissa, Curzola, Lesana, Pizzara qui sont parfaitement libres aujourd'hui de toutes les mines autrichiennes qui y avaient été semées.

L'escadre ennemie se trouve bloquée dans Cattaro, d'où elle ne pourra sortir que très difficilement.

### AUX DARDANELLES

ATHÈNES. — Des nouvelles de la presqu'île de Gallipoli disent qu'un combat acharné a eu lieu avec de gros succès pour les alliés. Une grande bataille a commencé jeudi dans le secteur de Maltes. Les blessés turcs sont arrivés à Constantinople et nombreux qu'il est plus que jamais impossible de trouver des locaux pour eux dans les hôpitaux. Les autorités ont en conséquence donné des ordres pour transformer tous les navires en hôpitaux flottants.

Maltes est une ville située sur la côte européenne au tournant nord du goulet des Dardanelles. Elle est couverte au nord par Maltes-Tepe, 122 mètres d'altitude, et à l'ouest par une série de hauteurs dont le point culminant est à 216 mètres.

SOFIA. — Le quartier général turc a eu récemment beaucoup à souffrir du bombardement de la flotte alliée.

SALE. — On télégraphie de Salonique nous dit, s'accroît en même temps que sa population. L'Allemagne a à pourvoir aux besoins d'une population croissante. De là sont venus ses efforts persévérants et opiniâtres. Elle ne peut être jamais satisfaite, car le besoin la talonne toujours.

Plusieurs médecins venant de Constantinople déclarent que l'armée turque compte 1.800 officiers allemands et que 70.000 blessés sont soignés dans la capitale ottomane.

### L'ELAN DE NOS TROUPES

PARIS. — Le capitaine Guermann, commandant le 1er bataillon du 170<sup>e</sup> régiment d'infanterie allemande, fait prisonnier, a dit à un officier d'état-major français : « Vous avez sans doute envoyé contre nous des troupes d'élite, de régiments portés à la tranchée de première ligne de mon bataillon au commencement de l'attaque ; jamais je n'ai vu de soldats s'étancer à l'assaut avec autant... »

### LES NEUTRES

En Roumanie.

BUCAREST. — La majorité des journaux roumains continue une campagne interventionniste à outrance.

L'« Epoca » dit que tous les Roumains doivent être fiers de penser qu'ils vont sous peu s'unir à leurs frères d'Italie pour marcher contre leur ennemi commun, l'Autriche-Hongrie. L'Italie combat pour la libération des peuples opprimés par l'Autriche et la Roumanie n'a pas le droit de rester indifférente. De l'autre côté de la frontière elle a des fils qui lui tendent les bras et attendent d'elle leur délivrance. L'intervention de la Roumanie devrait être une chose désirée à l'heure actuelle, elle avancerait de beaucoup la fin de la guerre et le gouvernement commet un crime en hésitant si longtemps.

Le journal « Dritaia » fait remarquer que c'est la Roumanie qui est appelée à fermer le carreau de fer qui va bientôt servir l'Autriche comme dans un étau. Le gouvernement se trouve en présence d'une occasion unique pour réaliser le rêve de tous les Roumains en donnant à leurs frères opprimés l'indépendance nationale.

Jusqu'ici, toutefois, les négociations avec le gouvernement roumain n'ont pas abouti.

## DERNIÈRE HEURE

(Service spécial de L'INDEPENDANT.)

Lundi, 4 heures.

### Le communiqué Russe.

PETROGRAD. — Le dernier communiqué signale que des combats acharnés continuent sur le front des rivières Vindava, Venta et Doubsia.

Près de la Vistule, l'ennemi ayant subi d'importantes pertes s'est replié sur sa position première.

Sur la rive gauche de la Vistule le combat continue près de Zaleski. Notre cavalerie exécutant une charge foudroyante contre les éléments ennemis qui ont traversé le Dnieper ont saisi 600 soldats et fait 200 prisonniers.

### Le communiqué Italien.

ROME. — Le long de la frontière Tonale, à Garale, l'ennemi a essayé d'entraver notre offensive par des actions de nuit ; il a été partout repoussé, notamment de nos positions de Palgrando, Palpocojo et Preikopel d'où il fut complètement rejeté.

Nous poursuivons rapidement l'offensive ; dans la zone de Voja nous occupons la passe de Valentina.

Sur quelques points de la frontière, des troupes ennemies ont été détruites en plusieurs endroits un sérieux avantage détruisant des retranchements cavernes et des observatoires.

Hier notre artillerie de gros calibre a ouvert un feu intense contre la forteresse de Malborghetto obtenant vite des résultats notables ; la partie haute du fort a été incendiée provoquant l'explosion du dépôt de munitions.

Le long de l'Isone nous consolidons nos positions sur la rive gauche.

Nous avons coupé la voie ferrée entre Gorizia et Montefalco près de Sagrado.

### Dirigeable autrichien détruit par la tempête.

GENÈVE. — Un dirigeable autrichien qui rejoignait Trente, après une reconnaissance sur le front Valteline, a été pris dans une tempête. Il est brisé contre une montagne à Adanello.

### Une défaite allemande.

PETROGRAD. — « Les Daily News », disent que, à la suite de la défaite subie par le général Mackensen, les Allemands laissent 20.000 morts sur le terrain, avant de commencer la retraite. Cet échec aboutit à l'abandon de toute tentative contre Lemberg.

Toutefois, l'armée de Mackensen semble se préparer à renouveler l'attaque contre Varsovie.

### En Grèce.

ATHÈNES. — Les résultats des élections connues actuellement donnent la majorité au parti de Venizelos. La tranquillité règne partout.

L'état du souverain demeure instable avec une température de 37°3.

### M. Bryan et la Note américaine.

WASHINGTON. — M. Bryan publie une nouvelle déclaration disant que la Note américaine fut modifiée après sa démission ; cependant le changement ne lui parut pas suffisant pour changer sa décision.

## Guerre au commerce boche

Le commerce de l'Allemagne, avons-nous dit, s'accroît en même temps que sa population. L'Allemagne a à pourvoir aux besoins d'une population croissante. De là sont venus ses efforts persévérants et opiniâtres. Elle ne peut être jamais satisfaite, car le besoin la talonne toujours.

Si l'Allemagne a envahi notre territoire, c'est pour vivre chez nous, économiser ses propres ressources et s'emparer des plus sûrs éléments de notre prospérité. Sur nos plus riches provinces s'est exercée la fureur luthérienne et c'est nous qui pâtissons le plus de la guerre si nous ne savons pas, après la victoire décisive et complète, donner plus de développement et d'élan à notre industrie et à notre commerce.

Et comme il nous faudra faire appel à des concours étrangers, pour faire concurrence aux Allemands, il faut faire comprendre à nos alliés, à tous nos alliés qu'ils ont intérêt à favoriser notre production.

Les affaires doivent être traitées entre nous et les autres pays directement et activement, sans l'intermédiaire et le contrôle des Boches. Si l'on n'y pensait pas dès maintenant on nous préparerait, après la victoire des armes, une série de désastres économiques. Quels grands hommes d'Etat, quels réorganisateur auront dans le Parlement et le pays assez d'influence pour préparer et assurer la prospérité de demain ?

Il ne s'agit pas de se défendre contre la concurrence. Il faut violemment prendre l'offensive et attaquer dans tout son organisme le commerce austro-boche. On signale déjà trop de limitations, d'adoucissements, de timidités, de tergiversations. Nous ne pouvons pas être d'éternelles dupes.

M. Paul Bluyson écrivait récemment : « Notre commerce austro-boche ne reflérait pas encore, mais il repousse. Il a des ramifications, des ramifications audacieusement étendus de tous les côtés. Il n'est que temps de les couper. »

Tout ce qu'on a fait jusqu'ici, à cet égard, a été inopérant. On a d'abord mis en mouvement les pouvoirs publics, mais leur action n'a pas été suffisante. Elles s'est manifestée sous la forme de décrets, d'innombrables circulaires et de deux lois, mais dans ces actes et documents, dans la donnée fondamentale du problème, — qui était délicate, j'en conviens, — s'est établi un de ces malentendus qui correspond bien à notre tempérament français : dans une circulaire ministérielle à l'égard, immédiatement cette affirmation : « qu'en aucun cas, il ne pouvait y avoir de « spoliation ». »

Ah ! le grand mot ! Notre générosité

chevaleresque nous suscite mille scrupules quand nous sommes en face de brigands. Nous préférons être lésés que de paraître cruels. En réalité, il s'agit de ne dépouiller personne, mais de prendre des mesures que nous voudrions efficaces.

Certains sequestres ont été pour les Boches d'une complaisance démesurée. On a mis sous sequestre beaucoup de maisons, mais on s'est montré très faible.

« Dans d'autres pays, dit M. Bluyson, on n'a pas eu de scrupules et à ce la main très ferme ; nous l'avons, en France, très souple et prête à toutes les transactions. En conséquence par « conservation des maisons de commerce austro-boches », on entendit bientôt « leur exploitation », leur direction, continue, intelligente et profitable.

« On voit, maintenant des administrateurs de ces maisons se préoccupant d'elles, de leur avenir, avec une sollicitude touchante. Ils les gèrent en bons pères de famille. Réellement ; nous avons entre les mains des papiers financiers officiels, voire des papiers financiers ou des négociants et industriels français sont invités à s'acquitter, dans le plus bref délai, des dettes qu'ils ont pu contracter vis-à-vis de firmes austro-boches de Paris ou de Berlin. C'est le cas de « beaucoup de Français qui, tout légitimement, avant la guerre, ne se doutant de rien, commerciaient avec nos ennemis. Ces papiers sont persuasifs ou combinatoires, selon la réponse qui leur est faite ; ils constituent, tout au moins, d'habiles tentatives d'intimidation. »

Est-ce tout ? Des émissaires de l'Allemagne circulent partout. Ils offrent leur service. Par l'Espagne, par la Suisse, par les pays scandinaves, on offre à nos commerçants et à nos industriels de continuer leurs affaires avec l'Allemagne.

L'audace et la tenacité des Allemands sont admirables ; nous le proclamons, mais quelle frivolité et quelle joberdierie que les notions si nous tolérons une campagne qui, par l'intermédiaire de louches courtiers, tend à ravitailler l'Allemagne et à lui conserver ses débouchés anciens.

Il faut boycotter l'Allemagne. Il faut démasquer ses agents commerciaux, il faut dénoncer à l'indignation publique les hommes qui favorisent la reprise des affaires boches. Si nous persévérons dans notre politique de bon garçonisme, de générosité chevaleresque et de je m'en f...ichisme, « bien nous serons réellement T. ACHTS. »

Octave AUBERT.

## La proposition Dalbiez

### DISCOURS DE M. LÉON BÉRARD

M. Léon Bérard. — Messieurs, je vous demande la permission de vous dire en quelques mots les réflexions que m'a suggérées l'étude de la proposition de loi dont vous êtes saisis. Je vais à mon tour rendre justice aux intentions de ceux qui l'ont conçue et rédigée. Et mon ami M. Dalbiez, que nous regrettons tous de ne pas voir aujourd'hui à son banc, comme mon ami M. Paté savent bien que mon hommage n'est pas de ceux que le pusillanimité rend à la vaillance et que nous appellions des précautions oratoires dans un temps où la prudence pouvait toujours passer pour une vertu.

Je dirai même que les intentions et que l'action de nos honorables collègues ont été méconnues et injustement jugées dans quelques milieux. Ni M. Paté, ni M. Dalbiez, n'ont jamais voulu peupler d'invalides les usines, où se fait la moitié de la guerre, et il n'a jamais été dans leur pensée de compléter par cette proposition de loi à un désir d'égalité chimérique qui ne se satisfait, d'ailleurs, que d'une formule législative prescrivant que tous les Français sont soldats et que tous les soldats sont fantassins.

Donc, messieurs, les idées de M. Dalbiez sont excellentes, les mesures qu'il nous propose sont, en général, sages et utiles. Je me demande seulement... (Mouvements divers sur les bancs du parti socialiste.)

Nous sommes ici pour délibérer et même pour hésiter en commun, très loyalement et à haute voix. (Applaudis-

sements.) Je me demande seulement si ces mesures et ces idées représentent bien de la manière législative, si elles ne constitueraient pas plutôt un programme à exécuter par le Gouvernement sous le contrôle des Chambres (Mouvements divers sur les mêmes bancs.)

M. Charles Benoist. C'est la vérité même. M. Léon Bérard. Je m'excuse de vous le rappeler, messieurs, une loi est faite de propositions formelles et nettes, accompagnées de sanctions efficaces. Elle doit, le plus possible, se surcraire. Elle doit, de telle sorte que le jour où le Parlement, qui contrôle, s'aperçoit que sa pensée a été trahie ou méconnue, il ne surcraire pas un débat indéfini et insoluble entre le pouvoir exécutif et lui. Une bonne loi comporte beaucoup de verbes et tous les verbes s'y conjuguent à l'imparfait. (Sourires.)

Or, messieurs, de quoi s'agit-il dans la proposition de loi qui vous est soumise et dont, comme tout le monde ici, je suis en principe le partisan déterminé ? Il s'y agit essentiellement de substituer à un personnel administratif une certaine besogne à un autre personnel, au moins également administratif.

Je me suis indigné, avec la Chambre tout entière, tout à l'heure, lorsque dans son très éloquent discours M. Durafour a justement dénoncé certains abus. Je m'étais particulièrement indigné l'autre jour lorsque nous nous sommes contés l'histoire de cet homme de loi mobilisé, qui avait réussi à se faire payer dans le monde administratif, dans le monde métallurgique, dans le monde des usines à porter les armes, et même, je réclame que ce soit remplacé le plus tôt possible par



